

Synthèse des données 2017

Au plan national, le secteur du bâtiment a bien connu une reprise en 2016, avec une activité en hausse de 1,9 % en volume.

En détail, près de 380 000 logements ont été mis en chantier en 2016, conduisant à une hausse d'activité de 7,4 % en volume.

Trois raisons principales l'expliquent :

- Le dynamisme des ventes de logements neufs amorcé dès la fin 2014 et qui s'est poursuivi jusqu'en 2016, dans la promotion immobilière comme dans l'individuel diffus ;
- Le niveau historiquement bas des taux d'intérêt ;
- Enfin, l'environnement institutionnel propice, caractérisé par des dispositifs (PTZ, « Pinel ») qui ont retrouvé toute leur puissance.

S'agissant du non résidentiel neuf, hors locaux agricoles, tous les segments de marché se sont redressés progressivement, hormis les bâtiments administratifs. Compte tenu des délais de production, l'activité y ressort en baisse contenue de 1,7 %. Quant au segment de l'amélioration-entretien, il connaît une nouvelle année atone, avec une hausse limitée de son activité à +0,5 %. En conséquence, le bâtiment affiche une stabilisation de ses effectifs en 2016, solde d'un redressement de l'intérim (+10 000 postes en équivalent-emplois à temps plein) et d'un recul contenu de l'emploi salarié (-10 000 postes).

La croissance de l'activité bâtiment s'amplifiera en 2017, à +3,4 % en volume. Alors que le marché de l'amélioration-entretien restera peu dynamique (+0,9 %), le marché du neuf accélèrera (+7,0 %). Toutefois, le niveau d'activité ressortira encore inférieur à celui enregistré en 2013 et les disparités resteront importantes au sein des territoires et des métiers. De façon plus détaillée, près de 410 000 logements seront commencés en 2017, permettant un accroissement d'activité de 8,6 % en volume.

Après neuf années consécutives de repli, le non résidentiel neuf renouera enfin avec une activité orientée à la hausse (+4 %), grâce aux bâtiments industriels et aux commerces qui afficheront chacun des progressions d'environ 10 %. Dans le même temps, l'activité en bureaux et en bâtiments administratifs se stabilisera. En conséquence, le bâtiment créera enfin de l'emploi, aux environs de 10 000 postes en solde net, dont 6 000 salariés et 4 000 intérimaires.

Les années 2016 et 2017 permettront donc au bâtiment d'entrer dans une nouvelle phase haussière du cycle des affaires. Il faudra cependant veiller à ce que l'environnement institutionnel post-élection présidentielle ne modifie pas profondément la donne, faute de quoi le bâtiment connaîtrait la même cassure qu'en 2012.

Source : Conférence de presse de la FFB, Bilan 2016-Perspectives 2017 du 14 décembre 2016

NOTE DE CONJONCTURE

1. Statistiques du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

1.1. Permis de construire

	Année 2016
Logements individuels purs autorisés	129 200 (11,9% ⁽¹⁾)
Logements individuels regroupés autorisés	50 100 (7,8% ⁽¹⁾)

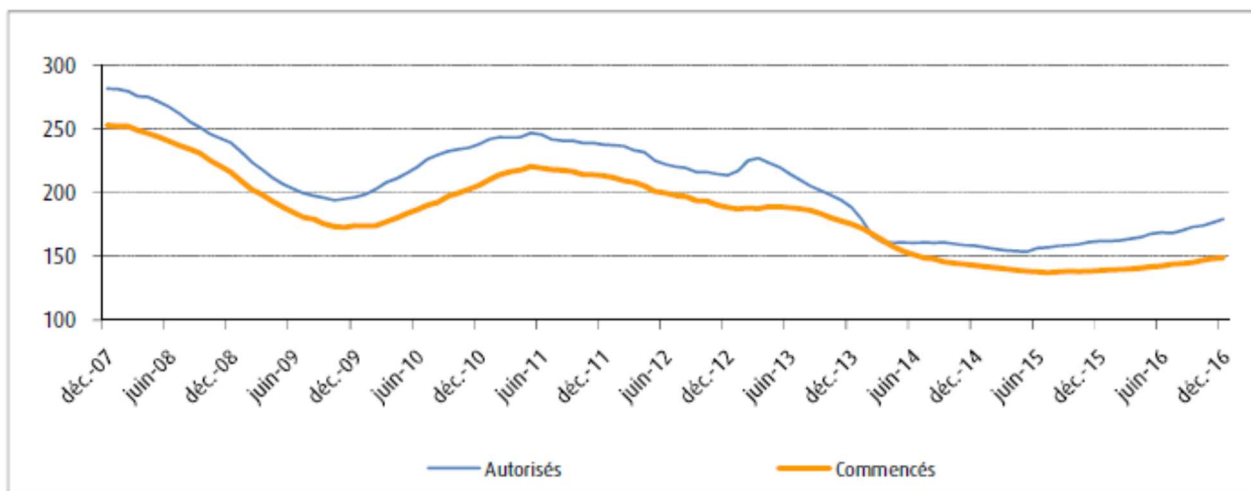
⁽¹⁾ Douze derniers mois par rapport aux mêmes douze mois de l'année précédente

1.2. Mises en chantier

	Année 2016
Logements individuels purs autorisés	111 100 (8,4% ⁽¹⁾)
Logements individuels regroupés autorisés	37 600 (4,1% ⁽¹⁾)

⁽¹⁾ Douze derniers mois par rapport aux mêmes douze mois de l'année précédente

1.3. Nombre de logements individuels cumulés sur 12 mois (en milliers de logement)



Sur l'année 2016, les autorisations de logements individuels progressent de 10,7% par rapport à l'année 2015. La progression dans l'individuel pur, (+11,9%) est supérieure à celle des logements individuels groupés (+7,8%).

Le nombre de logement individuels mis en chantier progresse de 7,3%. Les mises en chantier en individuels purs sont en hausse de 8,4%, celles des individuels groupés de 4,1%.

NOTE DE CONJONCTURE

2. Données concernant l'éco-prêt à taux zéro (SGFGAS)

Les données du 4ème trimestre 2016 ne sont pas encore publiées, la présente synthèse tient compte uniquement des 3 premiers trimestres 2016. Un comparatif avec les données 2015 sera réalisé dans la prochaine note de conjoncture (juin 2017).

2.1. Evolution des émissions d'offre d'éco-PTZ

	Nombre d'éco-prêts	Montant total prêté	Montant moyen prêté	Montant moyen des travaux	Durée moyenne
Année 2016 ^(*)	16 482	291 009 811 €	17 656 €	21 455 €	125 mois
1 ^{er} trimestre 2016	4 583	81 210 602 €	17 720 €	21 471 €	127 mois
2 nd trimestre 2016	6 107	107 400 769 €	17 587 €	21 257 €	124 mois
3 ^{ème} trimestre 2016	5 729	101 515 798 €	17 720 €	21 689 €	123 mois

^(*) Il s'agit des trimestres définitifs

2.2. Analyse du financement des opérations selon le type d'éco-PTZ

	Nombre d'éco-prêts	Montant total prêté	Montant moyen prêté	Montant moyen des travaux	Durée moyenne
Bouquet de travaux	14 456	272 086 150 €	18 822 €	22 871 €	128 mois
Performance énergétique	220	4 399 199 €	19 996 €	25 861 €	132 mois
Assainissement Non Collectif	1 743	13 641 819 €	7 827 €	9 219 €	98 mois